



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 72.196/2
du 26 octobre 2022

advies 72.196/2
van 26 oktober 2022

sur

over

un avant-projet de loi 'portant
diverses modifications en
matière électorale (I)'

een voorontwerp van wet
'houdende diverse wijzigingen
inzake verkiezingen (I)'

Le 15 septembre 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'portant diverses modifications en matière électorale (I)'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre les 24 et 26 octobre 2022. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Roger WIMMER, premier auditeur, et Xavier MINY, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 26 octobre 2022.

*

Op 15 september 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'houdende diverse wijzigingen inzake verkiezingen (I)'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 24 en 26 oktober 2022. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Roger WIMMER, eerste auditeur, en Xavier MINY, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 26 oktober 2022.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉ PRÉALABLE

L'Autorité de protection des données, consultée parallèlement à la saisine de la section de législation, a donné le 9 septembre 2022 son avis n° 209/2022 sur l'avant-projet.

Cet avis contient un nombre important de remarques sur le traitement des données à caractère personnel prévu par l'avant-projet. En raison de la consultation simultanée de l'Autorité de protection des données et de la section de législation, ces observations n'ont pu être prises en considération par l'auteur de l'avant-projet.

Pareille manière de procéder n'est pas à recommander. Ainsi que cela a été déjà observé à de nombreuses reprises, afin d'éviter que le Conseil d'État donne un avis sur un projet non définitif au stade de sa saisine, il est recommandé de ne lui soumettre ce projet qu'à l'issue des différentes étapes de sa préparation administrative, en ce compris la consultation de l'Autorité de protection des données¹.

Ceci aurait permis en l'espèce à l'auteur de l'avant-projet de tenir compte des observations formulées par l'Autorité de protection des données et, le cas échéant, d'expliquer dans l'exposé des motifs pourquoi certaines de celles-ci n'auraient pas été suivies ou ne l'auraient été que partiellement. Cela aurait été d'autant plus opportun que, compte tenu de l'objet de l'avant-projet, s'agissant spécialement des listes des électeurs, les données concernées sont traitées à une grande échelle.

Quoi qu'il en soit, si, à la suite de l'avis de l'Autorité de protection des données, des modifications du texte soumis au Conseil d'État devaient encore intervenir, les dispositions modifiées ou ajoutées qui ne seraient pas de pure forme ou qui ne résulteraient pas également des suites réservées au présent avis devraient être soumises à la section de législation, conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ Voir notamment les avis suivants : avis 67.849/2/V donné le 2 septembre 2020 sur un projet devenu l'arrêté royal du 23 septembre 2020 'modifiant l'arrêté royal du 30 juillet 2018 relatif aux modalités de fonctionnement du registre UBO' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67849>) ; avis 71.198/2 donné le 12 avril 2022 sur un projet devenu l'arrêté royal du 6 juin 2022 'modifiant l'arrêté royal du 30 juillet 2018 relatif aux modalités de fonctionnement du registre UBO' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/71198>) ; avis 71.258/2 donné le 4 mai 2022 sur un avant-projet devenu la loi du 16 octobre 2022 'visant la création du Registre central pour les décisions de l'ordre judiciaire et relative à la publication des jugements et modifiant la procédure d'assises relative à la récusation des jurés', observations n°s 1 et 2 formulée sur les formalités préalables (*Doc. parl.*, Chambre, 2021-2022, n° 55-2754/1, pp. 69 et 70).

La manière dont il sera tenu compte de l'avis de l'Autorité de protection des données gagnerait par ailleurs à être explicitée dans l'exposé des motifs et dans le commentaire des articles concernés.

Il est rappelé en tout état de cause qu'en vertu du principe de légalité déduit de l'article 22 de la Constitution, les éléments essentiels des traitements de données à caractère personnel doivent être fixés dans la loi et qu'à cet égard, quelle que soit la matière concernée, constituent, en principe, des éléments essentiels, les éléments suivants : 1°) les catégories de données traitées ; 2°) les catégories de personnes concernées ; 3°) la finalité poursuivie par le traitement ; 4°) les catégories de personnes ayant accès aux données traitées et 5°) le délai maximal de conservation des données ². L'avant-projet doit être revu pour ce qui concerne la mention des finalités poursuivies par les dispositions en projet organisant des traitements de données à caractère personnel lorsque cette mention en est absente ou y est imprécise ³. Il est renvoyé pour le surplus aux observations formulées sous les articles 16, 31 et 94.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

Article 4

Il sera précisé que c'est le 1° de l'article 7 du Code électoral qui fait l'objet de la modification portée par l'article 4 de l'avant-projet.

Article 6

L'article 6 tend à fournir une base légale à la transmission, par les greffes des justices de paix, des informations relatives aux ordonnances de protection judiciaire qui emportent la suspension des droits électoraux. Un nouvel alinéa est inséré à l'article 13 du Code électoral pour prévoir à ce titre ce qui suit :

« Les greffes des justices de paix sont tenus de notifier aux bourgmestres des communes où les intéressés étaient inscrits aux registres de la population à l'époque de la mesure de protection judiciaire, ainsi qu'aux intéressés eux-mêmes, toutes ordonnances de protection judiciaire prise en application de l'article 492/1 du Code civil et qui emportent suspension des droits électoraux.

La notification indique :

1. les nom, prénoms, lieu et date de naissance, lieu de résidence de la personne protégée ;
2. la juridiction qui a prononcé la décision et la date de celle-ci.

² Avis de l'assemblée générale de la section de législation n° 68.936/AG donné le 7 avril 2021 sur un avant-projet devenu la loi du 14 août 2021 'relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique', observation n° 101 (*Doc. parl.*, Chambre, 2020-2021, n° 55-1951/001, p. 119) ; C.C., 10 mars 2022, n° 33/2022, B.13.1 ; n° 110/2022, 22 septembre 2022, B.11.2.

³ En ce sens, voir notamment les observations figurant sous les paragraphes 68, 70, 73, 74, 88 à 90 de l'avis n° 209/2022 du 9 septembre 2022 de l'Autorité de protection des données.

Les greffes des justices de paix notifieront de même la date à laquelle la mesure de protection judiciaire aura pris fin ».

Or, comme le relève l'Autorité de protection des données dans son avis n° 209/2022 du 9 septembre 2022 ⁴, cette disposition est superflue dès lors que l'article 1251 du Code judiciaire dispose comme suit :

« Dans le délai de quinze jours visé à l'article 1250, alinéa 2, un extrait de la décision est notifié par les soins du greffier au bourgmestre du domicile de la personne protégée, afin d'être consigné dans le registre de la population. Le bourgmestre délivre un extrait du registre de la population mentionnant le nom, l'adresse et l'état de capacité d'une personne, ainsi que l'identité de l'administrateur, à la personne même ou à tout tiers justifiant d'un intérêt ».

Le Code judiciaire organise donc déjà une notification aux bourgmestres du domicile des personnes concernées des extraits des décisions du juge de paix emportant des mesures de protection, telles qu'une suspension des droits électoraux.

Par conséquent, cette disposition sera omise ou justifiée dans son commentaire quant à la nécessité de son maintien.

Article 11

1. Dans la version française du 1°, il convient de remplacer les mots « fait parvenir » par les mots « fait parvenir contre récépissé ».

Dans la version française du 2°, il convient de remplacer les mots « font, en outre, parvenir » par les mots « font, en outre, parvenir contre récépissé ».

2. Dans la version néerlandaise de la nouvelle rédaction de l'article 93, alinéa 1^{er}, en projet du Code électoral, les mots « of het gemeentecollege » doivent être insérés, comme dans le texte actuel de cette disposition, entre les mots « en schepenen » et le mot « stelt ».

⁴ Voir les paragraphes 29 et 30 de cet avis.

Article 12

Au 4°, il convient de remplacer les mots « dans l'alinéa 6 » par les mots « dans l'alinéa 7 ».

Articles 16 à 18, 42, 49, 88 et 89

Il convient chaque fois de remplacer les mots « l'article 2, alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 » par les mots « l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 ».

L'occasion sera saisie de l'adoption de l'avant-projet pour également remplacer chaque fois les mots « l'article 2, alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 » par les mots « l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 » dans les articles 10, § 2, 116, § 4, alinéa 1^{er}, et 240bis du Code électoral.

Article 16

1. L'article 95, § 4, alinéa 4, en projet (article 16, 4°, de l'avant-projet) prévoit qu'

« [e]n vue de permettre aux autorités concernées de constituer les listes visées au § 12, alinéa 1^{er}, 1°, les personnes visées à l'alinéa 3, 1° à 9°[,] ou leurs employeurs transmettent aux administrations communales, où ces personnes ont leur résidence principale, leurs noms, prénoms, numéro d'identification visé à l'article 2, alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, adresse et profession. Les administrations communales enregistrent ces données dans les registres de la population aussi longtemps que la personne intéressée continue d'exercer la profession en question ».

Son alinéa 5 prévoit en outre que

« [l]e Roi détermine les modalités de communication électronique des données visées à l'alinéa précédent entre ces personnes ou leurs employeurs et les administrations communales où ces personnes ont leur résidence principale ».

Ces deux alinéas organisent de la sorte deux mécanismes de collecte des données personnelles. D'une part, la disposition en projet met à charge des personnes visées à l'alinéa 3, 1° à 9°, de l'article 95, § 4, en projet l'obligation de communiquer leurs coordonnées et leurs professions aux autorités communales afin de permettre la confection des listes des assesseurs potentiels. Il s'agit ainsi d'un mécanisme de collecte directe des informations des personnes concernées, qui seraient donc chacune obligées d'entrer en contact avec l'administration communale. D'autre part, la disposition maintient un mécanisme de collecte indirecte des informations professionnelles des personnes visées à l'alinéa 3, 1° à 9°, par l'intermédiaire de leurs employeurs. Il ressort des explications formulées par le délégué de la Ministre auprès de l'Autorité de protection des données qu'il entre dans les intentions de l'auteur de l'avant-projet de continuer à privilégier largement ce second mécanisme en ayant recours aux employeurs ainsi qu'à d'autres structures professionnelles, le cas échéant des organes déontologiques ⁵.

⁵ Paragraphes 57 à 63 de l'avis n° 209/2022 du 9 septembre 2022.

Conformément à l'article 22 de la Constitution, tout traitement de données à caractère personnel et, plus généralement, toute atteinte au droit au respect de la vie privée sont soumis au respect d'un principe de légalité formelle. En réservant au législateur compétent le pouvoir de fixer dans quels cas et à quelles conditions il peut être porté atteinte au droit au respect de la vie privée, l'article 22 de la Constitution garantit à tout citoyen qu'aucune ingérence dans l'exercice de ce droit ne peut avoir lieu qu'en vertu de règles adoptées par une assemblée délibérante, démocratiquement élue. Une délégation à un autre pouvoir n'est certes pas contraire au principe de légalité, pour autant que l'habilitation soit définie de manière suffisamment précise et porte sur l'exécution de mesures dont les « éléments essentiels » sont fixés préalablement par le législateur⁶.

Il convient dès lors de reformuler les deux alinéas afin de supprimer la collecte directe, qui ne correspond pas aux intentions de l'auteur de l'avant-projet, et d'énoncer dans le texte à tout le moins les éléments essentiels du dispositif organisant la collecte des données pertinentes, ce qui implique de mieux définir et d'identifier les débiteurs de l'obligation prévue dans le cadre de la collecte indirecte des données ; l'habilitation au Roi, si elle est maintenue, ne peut alors porter que sur l'exécution de ces règles adoptées par le législateur.

2. L'article 16, 7°, omet de l'article 95, § 9, du Code électoral la condition, pour les assesseurs et les assesseurs suppléants désignés par le président du bureau principal de canton afin de faire partie des bureaux de vote, de savoir lire et écrire.

Cette suppression est justifiée comme suit dans le commentaire de la disposition :

« La référence à la capacité de lire et écrire est supprimée, la vérification d'une telle condition étant d'ailleurs très difficile à effectuer par avance ».

Cette justification ne paraît pas pertinente. La condition de savoir lire et écrire paraît en effet justifiée par elle-même pour l'exercice de la fonction publique d'assesseur d'un bureau de vote.

Au demeurant, la suppression de cette exigence au paragraphe 9 aurait également pour effet de la supprimer pour l'application du paragraphe 10 de l'article 95, qui, se référant à ce paragraphe 9, permet au président du bureau de vote ou de dépouillement de compléter le nombre d'assesseurs de ces bureaux si le nombre d'assesseurs qui acceptent de les constituer est insuffisant.

L'article 16, 7°, sera revu en conséquence.

3. Au paragraphe 12, alinéa 1^{er}, 2°, deuxième phrase, en projet (article 16, 8°, de l'avant-projet), il y a lieu chaque fois de remplacer le membre de phrase « à l'alinéa précédent » par les mots « au 1° ».

Au paragraphe 12, alinéa 2, en projet, les mots « aux alinéas précédents » seront remplacés par les mots « à l'alinéa 1^{er} ».

⁶ Voir notamment C.C., 18 mars 2010, n° 29/2010, B.16.1 ; 20 février 2020, n° 27/2020, B.17.

Article 18

Il convient d'insérer les mots « ou le Collège communal » après les mots « Le Collège des bourgmestres et échevins » et d'insérer les mots « ou au collège communal » après les mots « au collège des bourgmestre et échevins ».

Article 20

Il convient de remplacer les mots « loi du 14/04/2009 » par les mots « loi du 14 avril 2009 » et les mots « loi du 19/04/2018 » par les mots « loi du 19 avril 2018 ».

Article 24

Dans le texte français, il convient de remplacer les mots « sauf si ils » par les mots « sauf s'ils ».

Articles 31 et 94

L'article 31, 9°, insère dans l'article 116, § 4, du Code électoral un nouvel alinéa 7 aux termes duquel

« [l]es données des candidats qui acceptent leur candidature peuvent être transmises en application de l'article 240*bis*. Les nom et prénom tels qu'ils sont mentionnés sur le bulletin de vote ainsi que la liste des candidats sur laquelle figurent ces candidats seront conservés et accessibles de manière indéfinie à titre d'archive publique ».

L'article 94 insère, quant à lui, dans l'article 21, § 2, de la loi du 23 mars 1989 'relative à l'élection du Parlement européen', un nouvel alinéa 14 en vertu duquel

« [l]es données des candidats qui acceptent leur candidature peuvent être transmises en application de l'article 240*bis* du Code électoral. Les nom et prénom tels qu'ils sont mentionnés sur le bulletin de vote ainsi que la liste de candidats sur laquelle figurent ces candidats seront conservés et accessibles de manière indéfinie à titre d'archive publique ».

L'Autorité de protection des données a émis un certain nombre de réserves à l'égard des deux dispositions qu'il convient de relever ⁷.

Premièrement, une telle conservation à titre d'archive publique ne correspond pas aux exigences de prévisibilité étant donné que la modification figurant dans les deux dispositions ne précise pas suffisamment pour quelle finalité concrète un accès à ces données sera rendu possible. La référence faite à l'article 240*bis* du Code électoral ne permet pas de combler cette lacune. Les dispositions ne déterminent pas non plus l'administration en charge de la conservation et de la communication à des tiers desdites données.

⁷ Paragraphes 77 à 84 de l'avis n° 209/2022 du 9 septembre 2022.

Deuxièmement, les dispositions à l'examen ne font nullement mention de la loi du 24 juin 1955 'relative aux archives' ni de ses arrêtés d'exécution. Dès lors qu'elles ne contiennent pas de précision en sens contraire, cette législation s'applique de plein droit aux archives ici concernées, ce que le commentaire des articles gagnerait à confirmer. Dans l'hypothèse où cette législation ne trouverait pas à s'appliquer en l'espèce, le dispositif devrait le préciser et encadrer de manière adéquate, conformément au principe de légalité déduit de l'article 22 de la Constitution⁸, les conditions dans lesquelles ces données pourront être accessibles ultérieurement.

En tout état de cause, si telle est l'intention de l'auteur de l'avant-projet après l'avoir revu à la lumière de la présente observation, le mot « indéfinie », dans la version française des dispositions à l'examen, sera remplacé par le mot « illimitée » de manière aussi à correspondre à la version néerlandaise de ces dispositions.

Article 32

Il convient de remplacer les mots et chiffre « alinéa 5 » par les mots et chiffres « alinéas 5 et 6 ».

Article 42

Dans la phrase complémentaire insérée par le 1^o à l'article 130, alinéa 1^{er}, 3^o, du Code électoral, il y a lieu de remplacer les mots « de la présente loi » par les mots « du présent Code ».

Article 43

De l'accord de la déléguée de la Ministre, le mot « cachet » doit chaque fois, dans la version française, être remplacé par le mot « timbre ».

L'ensemble de l'avant-projet devrait être réexaminé pour vérifier si des problèmes analogues ne se présentent pas dans d'autres dispositions, tant dans leur version néerlandaise que dans leur version française.

Article 49

1. L'article 147bis, § 1^{er}, 5^o, en projet du Code électoral énonce que l'électeur qui, en raison de « ses convictions religieuses », se trouve dans l'impossibilité de se présenter au bureau de vote peut mandater un autre électeur pour voter en son nom.

⁸ Voir l'observation n° 1 formulée sous l'article 16.

Comme l'article 9 de la Convention européenne des droits de l'homme consacre le « droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion » et que l'article 19 de la Constitution garantit la liberté d'opinion sans distinction, l'électeur qui se trouverait dans l'impossibilité de se présenter au bureau de vote en raison de motifs liés à l'exercice de sa liberté de pensée ou de conscience doit, sauf justification en sens contraire qui serait admissible au regard du principe constitutionnel d'égalité et de non-discrimination, avoir la possibilité de mandater un autre électeur pour voter en son nom, au même titre que cela est rendu possible pour l'électeur qui se trouve dans l'impossibilité de se rendre au bureau de vote en raison de motifs tirés de l'exercice de sa liberté de religion.

L'avant-projet sera adapté en ce sens.

À défaut, les explications adéquates permettant de justifier cette différence de traitement figureront dans le commentaire de l'article.

2. Aux termes de l'article 147*bis*, § 1^{er}, 2°, en projet du Code électoral, les membres de la famille qui « résident » avec l'électeur retenu à l'étranger pour des raisons professionnelles ou de service peuvent voter par procuration.

La même possibilité existe, en vertu du 3° de la même disposition, pour les membres de la famille d'un travailleur indépendant exerçant la profession de batelier, de marchand ambulant ou de forain, à la condition qu'ils « habitent » avec lui.

Par souci de cohérence du texte, il convient de remplacer la condition d'habitation commune prescrite au 3° précité par celle de résidence tel que le prévoit le 2°.

3. Au paragraphe 3, alinéa 3, deuxième phrase, de la version française de l'article 147*bis* en projet du Code électoral, le membre de phrase « Elle est également signée » sera remplacé par les mots « Il est également signé ».

Article 57

Au 4°, il convient de remplacer les mots « sont remplacés » par les mots « sont chaque fois remplacés ».

Article 62

Dans la version française de la phrase en projet de l'article 173, alinéa 1^{er}, du Code électoral (article 62, 1°, de l'avant-projet), il convient de remplacer les mots « qu'il ait obtenu ou non la moindre voix » par les mots « qu'il ait obtenu ou non des voix ».

Articles 78 et 109

Les articles 78 et 109, 2°, modifient la date à laquelle la condition de nationalité doit être remplie pour qu'un candidat puisse être élu.

En ne prévoyant plus qu'elle soit remplie au plus tard le jour de l'élection mais au plus tard lors de la remise des actes de présentation, les dispositions privent par conséquent un citoyen devenu belge entre le jour de la remise des actes de présentation et le jour des élections de la possibilité d'exercer son droit politique à être candidat. Ce faisant, le législateur modifierait les modalités selon lesquelles il est fait application de la condition touchant à la nationalité belge qui résulte de l'article 8, alinéa 2, de la Constitution pour l'exercice de ce droit politique. En évoquant par ailleurs le fait que des candidats non-belges s'étaient présentés lors des élections régionales de 2019, le commentaire des dispositions à l'examen justifie cette modification par les risques de dérives qui existent jusqu'à présent. Il mentionne ainsi l'hypothèse de la candidature d'un citoyen non-belge très connu qui participerait indirectement à la visibilité et au score électoral de la liste de son parti nonobstant l'écartement du candidat non-belge à l'issue du scrutin.

Or, le commentaire reconnaît explicitement que, lors des élections régionales de 2019, tous les candidats ont bien obtenu la nationalité belge avant l'élection et remarque que la procédure de la vérification des pouvoirs permet précisément d'écarter les candidats qui ne jouiraient pas de la nationalité au jour de l'élection.

Au titre de la nécessité et de la proportionnalité des dispositions en projet, il appartient à l'auteur de l'avant-projet, au regard du principe constitutionnel d'égalité et de non-discrimination, d'examiner s'il n'y a pas d'autres règles, moins attentatoires à l'exercice de leurs droits politiques par ceux qui auraient la « qualité de Belge » le jour de l'élection sans l'avoir lors de la remise des actes de présentation, qui pourraient être envisagées pour tenir compte du risque pouvant advenir que des candidats se présentent sachant qu'ils ne rempliront pas la condition de nationalité le jour de l'élection.

Article 84

La subdivision de l'article comporte deux fois un « 2° ».

Il convient de revoir la numérotation afin que le second « 2° » devienne un « 3° ».

Article 89

Dans la première phrase de l'alinéa 1^{er} de l'article 13 en projet de la loi du 23 mars 1989, il convient d'insérer les mots « ou le Collège communal » après les mots « Le Collège des bourgmestre et échevins » et d'insérer les mots « ou au collège communal » après les mots « au collège des bourgmestre et échevins ».

Article 99

Il convient de remplacer les mots « articles 28, 31/2, 31/4, 33 et 34 » par les mots « articles 26, 28, 31/2, 31/3, 33 et 34 ».

Article 113

1. Compte tenu de l'abrogation de l'article 33 de la loi du 7 février 2014 'organisant le vote électronique avec preuve papier' par l'article 127 de l'avant-projet, il y a lieu de remplacer les mots « articles 6, 30 et 33 » par les mots « articles 6 et 30 ».

2. Il convient de remplacer les mots « sont remplacés » par les mots « sont à chaque fois remplacés ».

Article 123

Le 1° supprime les mots « dont les modèles sont fixés par le ministre de l'Intérieur » à l'article 21 de la loi du 7 février 2014 sans que l'exposé des motifs n'en fournisse d'explication.

Interrogée à ce sujet, la déléguée de la Ministre a répondu ce qui suit :

« Dans le processus de dépouillement des votes traditionnels, l'art. 161, al. 2, du Code électoral, précise que les résultats du recensement des suffrages y sont indiqués dans l'ordre et d'après les indications d'un tableau-modèle à dresser par le président du bureau principal de circonscription électorale.

Dans ce sens, il semble superflu que le Ministre de l'Intérieur fixe un tableau particulier alors que l'art. 161, al. 2, du Code électoral, confie déjà par défaut cette mission au président du bureau principal de circonscription électorale ».

Il conviendrait d'intégrer ces explications dans le commentaire de la disposition en projet.

Articles 129 et 130

Les articles 129 et 130 prévoient que certaines dispositions en projet entreront en vigueur soit le 1^{er} octobre 2023 soit le 1^{er} janvier 2024, sauf si le Roi décide de fixer une date d'entrée en vigueur antérieure, sans que l'exposé des motifs n'en fournisse la moindre explication.

Interrogée à ce sujet, la déléguée de la Ministre a fourni la réponse suivante :

« Les articles 7, 17, 18, 21, 28, 1^o et 3^o, 31, 4^o, 33, 36, 37, 38, 2^o et 3^o, 52, 57, 1^o et 2^o, 64, 73, 1^o et 3^o, et 78 du projet sont tous relatifs à des modifications de la législation nécessitant des adaptations techniques de l'application Martine (transmission des informations et résultats électoraux).

Afin que ces modifications techniques puissent être implémentées par le fournisseur de cette application et testées par avance et vu notamment le délai prévu par les nouvelles dispositions des art. 94 et 95bis du Code électoral (constitution du bureau principal de circonscription 6 mois avant l'élection et transmission des données du président de ce bureau dès constitution du bureau), la date du 01/10/2023 a été déterminée.

Les articles 5, 1^o, 8 et 16, 8^o, du projet sont relatifs à des modifications de la législation nécessitant des adaptations techniques des applications des services du Registre national en rapport avec la gestion des listes électorales.

Afin que ces modifications techniques puissent être implémentées par les services du Registre national et testées par avance, la date du 01/01/2024 a été déterminée.

Il faut noter que les mentions '67, 8^o, et 1' dans l'art. 130 du projet de loi sont erronées.

L'article 130 devrait donc être rédigé comme suit : 'Art. 130. Les articles 5, 1^o, 8 et 16, 8^o, de la présente loi entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2024' ».

L'article 130 de l'avant-projet sera dès lors modifié en ce sens et le commentaire des articles 129 et 130 complété.

Il appartient toutefois à l'auteur de l'avant-projet de s'assurer de ce que ces entrées en vigueur différées, compte tenu aussi de ce que les dispositions non visées par les articles 129 et 130 entreront de plein droit en vigueur dix jours après la publication de la loi au *Moniteur belge*⁹, ne nuisent pas à la cohérence des mécanismes et des procédures mis en place par la législation électorale dans l'hypothèse où des élections devraient avoir lieu avant le 1^{er} janvier 2024.

*

⁹ Article 4, alinéa 2, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires'.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAAND VORMVEREISTE

De Gegevensbeschermingsautoriteit is tegelijk met de afdeling Wetgeving om advies over het voorontwerp verzocht, en heeft op 9 september 2022 advies 209/2022 gegeven.

Dat advies bevat veel opmerkingen over de verwerking van persoonsgegevens waarin het voorontwerp voorziet. Doordat de Gegevensbeschermingsautoriteit en de afdeling Wetgeving tegelijkertijd zijn geraadpleegd, heeft de steller van het voorontwerp die opmerkingen niet in overweging kunnen nemen.

Een dergelijke werkwijze is niet aan te bevelen. Zoals al meermalen is opgemerkt, is het raadzaam een ontwerp pas na het doorlopen van alle achtereenvolgende stadia van de administratieve voorbereiding, waaronder ook de raadpleging van de Gegevensbeschermingsautoriteit, aan de Raad van State voor te leggen, om te voorkomen dat deze een advies geeft over een ontwerp dat op dat moment nog niet definitief is.¹

Als de steller van het voorontwerp zo had gehandeld, had hij *in casu* rekening kunnen houden met de opmerkingen van de Gegevensbeschermingsautoriteit en, in voorkomend geval, in de memorie van toelichting kunnen uitleggen waarom hij aan sommige van die opmerkingen geen of slechts gedeeltelijk gevolg had gegeven. Dat zou des te meer gepast geweest zijn daar, gelet op de strekking van het voorontwerp, de gegevens in kwestie, in het bijzonder wat de kiezerslijsten betreft, op grote schaal worden verwerkt.

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ Zie onder meer de volgende adviezen: advies 67.849/2/V van 2 september 2020 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 23 september 2020 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 juli 2018 betreffende de werkingsmodaliteiten van het UBO-register’ (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/67849.pdf>); advies 71.198/2 van 12 april 2022 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 6 juni 2022 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 juli 2018 betreffende de werkingsmodaliteiten van het UBO-register’ (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/71198.pdf>); advies 71.258/2 van 4 mei 2022 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 16 oktober 2022 ‘tot oprichting van het Centraal register voor de beslissingen van de rechterlijke orde en betreffende de bekendmaking van de vonnissen en tot wijziging van de assisenprocedure betreffende de wraking van de gezworenen’, opmerkingen 1 en 2 over de voorafgaande vormvereisten (*Parl.St.* Kamer 2021-22, nr. 55-2754/001, 69-70).

Wat er ook van zij, indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit nog wijzigingen zou ondergaan, zouden de gewijzigde of toegevoegde bepalingen die niet louter vormelijk zijn of die niet eveneens voortvloeien uit het gevolg dat aan dit advies wordt gegeven, aan de afdeling Wetgeving moeten worden voorgelegd, overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.

Bovendien is het aan te bevelen in de memorie van toelichting en in de bespreking van de artikelen uiteen te zetten hoe men rekening zal houden met het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit.

Hoe dan ook wordt erop gewezen dat krachtens het legaliteitsbeginsel dat uit artikel 22 van de Grondwet voortvloeit, de essentiële elementen van verwerkingen van persoonsgegevens in de wet moeten worden vastgesteld, en dat, ongeacht om welke aangelegenheid het gaat, de volgende elementen in principe essentiële elementen zijn: 1°) de categorie van verwerkte gegevens; 2°) de categorie van betrokken personen; 3°) de met de verwerking nagestreefde doelstelling; 4°) de categorie van personen die toegang hebben tot de verwerkte gegevens; en 5°) de maximumtermijn voor het bewaren van de gegevens.² Het voorontwerp moet worden herzien zodat de doelen die men nastreeft met de ontworpen bepalingen die verwerkingen van persoonsgegevens regelen, worden vermeld daar waar die vermelding nu ontbreekt of onnauwkeurig is.³ Voor het overige wordt verwezen naar de opmerkingen bij de artikelen 16, 31 en 94.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

Artikel 4

Er moet nader worden bepaald dat de wijziging aangebracht bij artikel 4 van het voorontwerp, betrekking heeft op punt 1° van artikel 7 van het Kieswetboek.

² Advies 68.936/AV van de algemene vergadering van de afdeling Wetgeving van 7 april 2021 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 14 augustus 2021 ‘betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie’; opmerking 101 (*Parl.St.* Kamer 2020-21, nr. 55-1951/001, 119); GwH 10 maart 2022, nr. 33/2022, B.13.1; GwH 22 september 2022, nr. 110/2022, B.11.2.

³ Zie in die zin onder meer de opmerkingen onder de nummers 68, 70, 73, 74 en 88 tot 90 van advies 209/2022 van de Gegevensbeschermingsautoriteit van 9 september 2022.

Artikel 6

Artikel strekt ertoe in een wettelijke basis te voorzien voor het feit dat de griffies van de vrederechten de informatie doorgeven met betrekking tot beschikkingen inzake rechterlijke bescherming die een opschorting van het kiesrecht tot gevolg hebben. In artikel 13 van het Kieswetboek wordt een nieuw lid ingevoegd dat daartoe het volgende bepaalt:

“De griffies van de vrederechten moeten alle rechterlijke beschermingsbeschikkingen die in toepassing van art. 492/1 van het Burgerlijk Wetboek uitgevaardigd worden en die de ontzetting uit de kiesrechten betreffen, notificeren aan de burgemeesters van de gemeenten waar de betrokkenen in de bevolkingsregisters ingeschreven waren op het ogenblik van de rechterlijke beschermingsmaatregel, alsook aan de betrokkenen zelf.

De notificatie vermeldt:

1. de naam, voornamen, geboorteplaats en -datum, verblijfplaats van de beschermde persoon;
2. het rechtscollege dat de beslissing uitgesproken heeft en de datum ervan.

De griffies van de vrederechten zullen bovendien de datum meedelen waarop de rechterlijke beschermingsmaatregel vervalt”.

Zoals de Gegevensbeschermingsautoriteit in haar advies 209/2022 van 9 september 2022 opmerkt,⁴ is die bepaling echter overbodig aangezien artikel 1251 van het Gerechtelijk Wetboek het volgende bepaalt:

“Binnen de termijn van vijftien dagen bedoeld in artikel 1250, tweede lid, brengt de griffier een uittreksel van de beslissing ter kennis van de burgemeester van de woonplaats van de beschermde persoon teneinde te worden aangetekend in het bevolkingsregister. De burgemeester levert een uittreksel uit het bevolkingsregister af, met vermelding van de naam, het adres en de staat van bekwaamheid van een persoon, alsook de identiteit van de bewindvoerder, aan de persoon zelf of enige derde die een belang aantoonst”.

In het Gerechtelijk Wetboek wordt dus al geregeld dat aan de burgemeesters van de woonplaats van de betrokkenen bij uittreksel kennis wordt gegeven van de beslissingen van de vrederechter die beschermingsmaatregelen, zoals een opschorting van het kiesrecht, tot gevolg hebben.

Bijgevolg moet de voorliggende bepaling worden weggelaten, ofwel moet in de bespreking ervan worden gemotiveerd waarom ze dient te worden gehandhaafd.

Artikel 11

1. In de Franse tekst van de bepaling onder 1° dienen de woorden “fait parvenir” te worden vervangen door de woorden “fait parvenir contre réception”.

⁴ Zie de punten 29 en 30 van dat advies.

In de Franse tekst van de bepaling onder 2° dienen de woorden “font, en outre, parvenir” te worden vervangen door de woorden “font, en outre, parvenir contre récépissé”.

2. In de Nederlandse tekst van de nieuwe redactie van het ontworpen artikel 93, eerste lid, van het Kieswetboek, dienen de woorden “of het gemeentecollege”, zoals dat ook het geval is in de huidige tekst van die bepaling, ingevoegd te worden tussen de woorden “en schepenen” en het woord “stelt”.

Artikel 12

In de bepaling onder 4° dienen de woorden “In het zesde lid” te worden vervangen door de woorden “In het zevende lid”.

Artikelen 16 tot 18, 42, 49, 88 en 89

De woorden “artikel 2, tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983” dienen telkens te worden vervangen door de woorden “artikel 2, § 3, van de wet van 8 augustus 1983”.

Het aannemen van het voorontwerp moet te baat worden genomen om ook telkens de woorden “artikel 2, tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983” te vervangen door de woorden “artikel 2, § 3, van de wet van 8 augustus 1983” in de artikelen 10, § 2, 116, § 4, eerste lid, en 240bis van het Kieswetboek.

Artikel 16

1. Het ontworpen artikel 95, § 4, vierde lid (artikel 16, 4°, van het voorontwerp) bepaalt het volgende:

“Opdat de betrokken overheden de in §12, eerste lid, 1°, bedoelde lijsten zouden kunnen samenstellen, sturen de in het derde lid, 1° tot 9°, bedoelde personen of hun werkgevers hun naam, voornamen, identificatienummer bedoeld in artikel 2, tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, adres en beroep door naar de gemeentebesturen waar deze personen hun hoofdverblijfplaats gevestigd hebben. De gemeentebesturen registreren deze gegevens in de bevolkingsregisters zolang de betrokkene het desbetreffende beroep blijft uitoefenen”.

In het vijfde lid van die bepaling wordt voorts het volgende bepaald:

“De Koning bepaalt de modaliteiten volgens welke de in het vorige lid bedoelde gegevens elektronisch uitgewisseld worden tussen deze personen of hun werkgevers en de gemeentebesturen waar deze personen hun hoofdverblijfplaats gevestigd hebben”.

Die beide leden bevatten aldus twee regelingen voor het verzamelen van persoonsgegevens. Enerzijds verplicht de ontworpen bepaling de personen bedoeld in het ontworpen artikel 95, § 4, derde lid, 1° tot 9°, hun gegevens en beroep mee te delen aan de gemeentelijke overheid, zodat lijsten met mogelijke bijzitters kunnen worden opgesteld. Dat is dus een regeling voor het rechtstreeks verzamelen van informatie over de betrokkenen, die dus elk verplicht zouden zijn met het gemeentebestuur in contact te treden. Anderzijds handhaaft de bepaling een regeling voor het onrechtstreeks verzamelen van beroepsgegevens betreffende de personen bedoeld in het derde lid, 1° tot 9°, via hun werkgevers. Uit de toelichtingen die de gemachtigde van de minister aan de Gegevensbeschermingsautoriteit heeft gegeven, blijkt dat de steller van het voorontwerp duidelijk voorrang wil blijven geven aan die tweede regeling, door een beroep te doen op de werkgevers alsook op andere beroepsstructuren, in voorkomend geval op deontologische instanties.⁵

Krachtens artikel 22 van de Grondwet geldt echter voor elke verwerking van persoonsgegevens en, meer in het algemeen, voor elke schending van het recht op eerbiediging van het privéleven, dat het beginsel van een uitdrukkelijke wettelijke regeling in acht dient te worden genomen. Doordat artikel 22 van de Grondwet aan de bevoegde wetgever de bevoegdheid voorbehoudt om vast te stellen in welke gevallen en onder welke voorwaarden afbreuk kan worden gedaan aan het recht op eerbiediging van het privéleven, waarborgt het aan elke burger dat geen enkele inmenging in dat recht kan plaatsvinden dan krachtens regels die zijn aangenomen door een democratisch verkozen beraadslagende vergadering. Een delegatie aan een andere macht is evenwel niet in strijd met het wettelijkheidsbeginsel voor zover de machtiging voldoende nauwkeurig is omschreven en betrekking heeft op de tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de “essentiële elementen” voorafgaandelijk door de wetgever vastgesteld zijn.⁶

Beide leden dienen dus te worden geherformuleerd zodat wordt afgezien van de rechtstreekse gegevensverzameling, die niet strookt met de bedoelingen van de steller van het voorontwerp, en zodat de tekst op zijn minst de essentiële elementen bevat van de regeling voor het verzamelen van de relevante gegevens. Dat laatste impliceert dat de personen die de verplichting moeten nakomen die wordt opgelegd in het kader van de onrechtstreekse gegevensverzameling, duidelijker worden omschreven en aangeduid. Als de machtiging aan de Koning wordt gehandhaafd, kan ze dan nog enkel slaan op de uitvoering van die regels, die de wetgever heeft vastgesteld.

2. Artikel 16, 7°, schrapt in artikel 95, § 9, van het Kieswetboek de voorwaarde dat de bijzitters en de plaatsvervangende bijzitters die door de voorzitter van het kantonhoofdbureau worden aangewezen om deel uit te maken van een stembureau, moeten kunnen lezen en schrijven.

In de bespreking van het artikel wordt die schrapping als volgt verantwoord:

“De verwijzing naar de lees- en schrijfvaardigheid wordt geschrapt, omdat dergelijke voorwaarde vooraf zeer moeilijk gecontroleerd kan worden”.

⁵ Nummers 57 tot 63 van advies nr. 209/2022 van 9 september 2022.

⁶ Zie onder meer GwH 18 maart 2010, nr. 29/2010, B.16.1; GwH 20 februari 2020, 27/2020, B.17.

Die verantwoording lijkt niet afdoend. De voorwaarde dat men kan lezen en schrijven lijkt namelijk *an sich* verantwoord voor de uitoefening van de openbare functie van bijzitter van een stembureau.

Voorts zou het schrappen van dat vereiste in paragraaf 9 ook tot gevolg hebben dat het wordt geschrapt voor de toepassing van paragraaf 10 van artikel 95, dat het, onder verwijzing naar die paragraaf 9, mogelijk maakt dat de voorzitter van het stembureau of van het telbureau het aantal bijzitters van die bureaus aanvult ingeval onvoldoende bijzitters aanvaarden er deel van uit te maken.

Artikel 16, 7°, moet dienovereenkomstig worden herzien.

3. In de ontworpen paragraaf 12, eerste lid, 2°, tweede zin (artikel 16, 8°, van het voorontwerp) dienen de woorden “in het vorige lid” en “in het voorgaande lid” te worden vervangen door de woorden “in de bepaling onder 1°”.

In de ontworpen paragraaf 12, tweede lid, moeten de woorden “in de vorige leden” worden vervangen door de woorden “in het eerste lid”.

Artikel 18

Na de woorden “Het [c]ollege van burgemeester en schepenen” dienen de woorden “of het gemeentecollege” te worden ingevoegd, en na de woorden “aan het [c]ollege van burgemeester en schepenen” dienen de woorden “of aan het gemeentecollege” te worden ingevoegd.

Artikel 20

De woorden “wet van 14/04/2009” en “wet van 19/04/2018” dienen te worden vervangen door respectievelijk de woorden “wet van 14 april 2009” en “wet van 19 april 2018”.

Artikel 24

In de Franse tekst dienen de woorden “sauf si ils” te worden vervangen door de woorden “sauf s'ils”.

Artikelen 31 en 94

Bij artikel 31, 9°, wordt in artikel 116, § 4, van het Kieswetboek een nieuw zevende lid ingevoegd, dat luidt als volgt:

“De gegevens van de kandidaten die hun kandidaatstelling aanvaarden, mogen doorgestuurd worden in toepassing van artikel 240bis. De namen en voornamen zoals vermeld op het stembiljet, en de kandidatenlijst waarop deze kandidaten voorkomen, zullen bewaard worden en onbeperkt toegankelijk zijn in de vorm van een openbaar archief”.

Zijnerzijds voegt artikel 94 in artikel 21, § 2, van de wet van 23 maart 1989 ‘betreffende de verkiezing van het Europese Parlement’ een nieuw veertiende lid in dat het volgende bepaalt:

“De gegevens van de kandidaten die hun kandidaatstelling aanvaarden, mogen doorgestuurd worden in toepassing van artikel 240bis van het Kieswetboek. De namen en voornamen zoals vermeld op het stembiljet, en de kandidatenlijst waarop deze kandidaten voorkomen, zullen bewaard worden en onbeperkt toegankelijk zijn in de vorm van een openbaar archief”.

Over die beide bepalingen heeft de Gegevensbeschermingsautoriteit enig voorbehoud geformuleerd, dat hier dient te worden vermeld.⁷

Ten eerste is een dergelijke bewaring in de vorm van een openbaar archief niet in overeenstemming met de vereisten inzake voorzienbaarheid, aangezien de wijziging die beide bepalingen aanbrengen niet voldoende preciseert met welk concreet doel die gegevens toegankelijk zullen worden gemaakt. De verwijzing naar artikel 240bis van het Kieswetboek kan die leemte niet wegwerken. De bepalingen vermelden evenmin welke administratie ermee belast is die gegevens te bewaren en aan derden over te zenden.

Ten tweede maken de voorliggende bepalingen in het geheel geen melding van de “archiefwet” van 24 juni 1955 noch van de uitvoeringsbesluiten betreffende die wet. In zoverre die bepalingen geen andersluidende precisering bevatten, is die wetgeving van rechtswege toepasselijk op het betreffende archief; dat zou in de bespreking van de artikelen moeten worden bevestigd. Ingeval die wetgeving *in casu* niet toepasselijk zou zijn, moet men dat in het dispositief vermelden en moet men, overeenkomstig het legaliteitsbeginsel dat uit artikel 22 van de Grondwet voortvloeit⁸, duidelijk omschrijven onder welke voorwaarden die gegevens later toegankelijk kunnen zijn.

Hoe dan ook, in de Franse tekst van de voorliggende bepalingen moet, indien dat strookt met de bedoeling van de steller van het voorontwerp nadat hij het heeft herzien in het licht van deze opmerking, het woord “indéfinie” worden vervangen door het woord “illimitée”, zodat het ook overeenstemt met de Nederlandse tekst van die bepalingen.

Artikel 32

De vermelding “vijfde lid” dient te worden vervangen door de vermelding “vijfde en zesde lid”.

⁷ Nummers 77 tot 84 van advies 209/2022 van 9 september 2022.

⁸ Zie opmerking nr. 1 onder artikel 16.

Artikel 42

In de aanvullende zin die bij de bepaling onder 1° wordt ingevoegd in artikel 130, eerste lid, 3°, van het Kieswetboek, dienen de woorden “van deze wet” te worden vervangen door de woorden “van dit Wetboek”.

Artikel 43

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in de Franse tekst het woord “cachet” telkens moet worden vervangen door het woord “timbre”.

Het gehele voorontwerp zou opnieuw moeten worden onderzocht teneinde na te gaan of er geen soortgelijke problemen voorkomen in andere bepalingen, zowel in de Nederlandse als in de Franse tekst.

Artikel 49

1. Het ontworpen artikel 147bis, § 1, 5°, van het Kieswetboek bepaalt dat de kiezer die om redenen in verband met “zijn geloofsovertuiging” in de onmogelijkheid verkeert zich bij het stembureau te melden, een andere kiezer kan machtigen om in zijn naam te stemmen.

Aangezien artikel 9 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens “het recht op vrijheid van gedachte, geweten en godsdienst” vastlegt en artikel 19 van de Grondwet zonder onderscheid de vrijheid om op elk gebied zijn mening te uiten, waarborgt, moet de kiezer die zich om redenen die verband houden met de uitoefening van zijn vrijheid van gedachte of geweten zich niet bij het stembureau zou kunnen melden, tenzij gegronde redenen worden opgegeven voor het tegendeel, die aanvaardbaar zijn in het licht van het grondwettelijk beginsel van gelijkheid en non-discriminatie, de mogelijkheid hebben om een andere kiezer te machtigen om namens hem te stemmen, op dezelfde wijze als dat mogelijk wordt gemaakt voor de kiezer die niet in staat is om zich naar het stembureau te begeven om redenen die verband houden met de uitoefening van zijn vrijheid van godsdienst.

Het voorontwerp moet in die zin worden aangepast.

Zo niet moet in de bespreking van het artikel de nodige uitleg worden gegeven die dat verschil in behandeling kan rechtvaardigen.

2. Luidens het ontworpen artikel 147bis, § 1, 2°, van het Kieswetboek kunnen de leden van het gezin van een kiezer die om beroeps- of dienstredenen in het buitenland is opgehouden, en die samen met hem in het buitenland “verblijven”, bij volmacht stemmen.

Krachtens punt 3° van dezelfde bepaling, geldt hetzelfde voor de gezinsleden van een zelfstandige die het beroep uitoefent van schipper, marktkramer of foorkramer, die met hem “samenwonen”.

De voorwaarde inzake het samenwonen die wordt voorgeschreven in punt 3° dient ter wille van de cohesie te worden vervangen door die inzake het samen verblijven zoals voorgeschreven in punt 2°.

3. In de Franse tekst van paragraaf 3, derde lid, tweede zin, van het ontworpen artikel 147bis van het Kieswetboek, dient de zinsnede “Elle est également signée” te worden vervangen door de woorden “Il est également signé”.

Artikel 57

In de bepaling onder 4°, dienen de woorden “worden de woorden ‘de stemopnemingsstabellen’ vervangen” te worden vervangen door de woorden “worden de woorden ‘de stemopnemingsstabellen’ telkens vervangen”.

Artikel 62

In de Franse tekst van de ontworpen zin van artikel 173, eerste lid, van het Kieswetboek (artikel 62, 1°, van het voorontwerp), dienen de woorden “qu’il ait obtenu ou non la moindre voix” te worden vervangen door de woorden “qu’il ait obtenu ou non des voix”.

Artikelen 78 en 109

De artikelen 78 en 109, 2°, wijzigen de datum waarop aan de nationaliteitsvoorwaarde moet zijn voldaan opdat een kandidaat kan worden verkozen.

Door niet langer te bepalen dat uiterlijk op de dag van de verkiezingen, maar wel uiterlijk bij de indiening van de voordrachtsakten aan die voorwaarde moet zijn voldaan, ontnemen de bepalingen aan een burger die Belg is geworden tussen de dag van de indiening van de voordrachtsakten en de dag van de verkiezingen, dus de mogelijkheid om zijn politiek recht om zich kandidaat te stellen, uit te oefenen. Aldus zou de wetgever de nadere regels wijzigen volgens welke toepassing wordt gemaakt van de voorwaarde die verband houdt met de Belgische nationaliteit die voortvloeit uit artikel 8, tweede lid, van de Grondwet voor de uitoefening van dat politiek recht. In de bespreking van de voorliggende bepalingen wordt voorts verwezen naar het feit dat niet-Belgische kandidaten zich bij de regionale verkiezingen van 2019 kandidaat hadden gesteld. Aldus wordt de wijziging in die bespreking gerechtvaardigd door te wijzen op de risico's op ontsporingen dat tot op heden bestaan. Zo bijvoorbeeld wordt in die bespreking het geval vermeld waarin de kandidatuur van een zeer bekende niet-Belgische burger onrechtstreeks zou bijdragen tot de zichtbaarheid en de verkiezingsscore van de lijst van zijn partij, terwijl de niet-Belgische kandidaat na de verkiezing geweerd zou worden.

In de toelichting wordt echter uitdrukkelijk erkend dat bij de regionale verkiezingen van 2019 alle kandidaten wel degelijk de Belgische nationaliteit vóór de verkiezingen hadden verkregen en wordt opgemerkt dat de procedure voor het onderzoek van de geloofsbrieven het juist mogelijk maakt de kandidaten die op de dag van de verkiezing niet zouden beschikken over de Belgische nationaliteit, te weren.

Met betrekking tot de noodzaak en de evenredigheid van de ontworpen bepalingen, staat het aan de steller van het voorontwerp om, in het licht van het grondwettelijk beginsel van gelijkheid en non-discriminatie, na te gaan of er geen andere regels bestaan die minder afbreuk doen aan de uitoefening van de politieke rechten door diegenen die op de dag van de verkiezing, maar niet bij de afgifte van de akten van voordracht, over “de staat van Belg” zouden beschikken, en die genomen zouden kunnen worden om rekening te houden met het mogelijke risico dat kandidaten zich kandidaat stellen in de wetenschap dat ze op de dag van de verkiezing niet aan de nationaliteitsvoorwaarde zullen voldoen.

Artikel 84

In de onderverdeling van het artikel komt tweemaal een “2°” voor.

De nummering dient te worden herzien teneinde van de tweede “2°” een “3°” te maken.

Artikel 89

In de eerste zin van het eerste lid van het ontworpen artikel 13 van de wet van 23 maart 1989, dienen de woorden “of het gemeentecollege” te worden ingevoegd na de woorden “Het [c]ollege van burgemeester en schepenen” en na de woorden “aan het [c]ollege van burgemeester en schepenen”.

Artikel 99

De woorden “artikelen 28, 31/2, 31/4, 33 en 34” dienen te worden vervangen door de woorden “artikelen 26, 28, 31/2, 31/3, 33 en 34”.

Artikel 113

1. Gelet op de opheffing van artikel 33 van de wet van 7 februari 2014 ‘tot organisatie van de elektronische stemming met papieren bewijsstuk’ bij artikel 127 van het voorontwerp dienen de woorden “artikelen 6, 30 en 33” te worden vervangen door de woorden “artikelen 6 en 30”.

2. De woorden “wordt het woord “stemopnemingsbureaus vervangen” moeten worden vervangen door de woorden “wordt het woord ‘stemopnemingsbureaus’ telkens vervangen”.

Artikel 123

In de bepaling onder 1° worden de woorden “waarvan de modellen worden vastgesteld door de Minister van Binnenlandse Zaken” in artikel 21 van de wet van 7 februari 2014 geschrapt zonder dat de memorie van toelichting daarover uitleg verschaft.

Op een vraag dienaangaande heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Dans le processus de dépouillement des votes traditionnels, l’art. 161, al. 2, du Code électoral, précise que les résultats du recensement des suffrages y sont indiqués dans l’ordre et d’après les indications d’un tableau-modèle à dresser par le président du bureau principal de circonscription électorale.

Dans ce sens, il semble superflu que le Ministre de l’Intérieur fixe un tableau particulier alors que l’art. 161, al. 2, du Code électoral, confie déjà par défaut cette mission au président du bureau principal de circonscription électorale.”

Die toelichting behoort in de bespreking van de ontworpen bepaling te worden opgenomen.

Artikelen 129 en 130

De artikelen 129 en 130 bepalen dat sommige ontworpen bepalingen in werking zullen treden op 1 oktober 2023 of op 1 januari 2024, tenzij de Koning beslist om een eerdere datum van inwerkingtreding vast te stellen, zonder dat de memorie van toelichting daarover enige uitleg verschaft.

Op een vraag daarover heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Les articles 7, 17, 18, 21, 28, 1° et 3°, 31, 4°, 33, 36, 37, 38, 2° et 3°, 52, 57, 1° et 2°, 64, 73, 1° et 3°, et 78 du projet sont tous relatifs à des modifications de la législation nécessitant des adaptations techniques de l’application Martine (transmission des informations et résultats électoraux).

Afin que ces modifications techniques puissent être implémentées par le fournisseur de cette application et testées par avance et vu notamment le délai prévu par les nouvelles dispositions des art. 94 et 95bis du Code électoral (constitution du bureau principal de circonscription 6 mois avant l’élection et transmission des données du président de ce bureau dès constitution du bureau), la date du 01/10/2023 a été déterminée.

Les articles 5, 1°, 8 et 16, 8°, du projet sont relatifs à des modifications de la législation nécessitant des adaptations techniques des applications des services du Registre national en rapport avec la gestion des listes électorales.

Afin que ces modifications techniques puissent être implémentées par les services du Registre national et testées par avance, la date du 01/01/2024 a été déterminée.

Il faut noter que les mentions ‘67, 8°, et 1’ dans l’art. 130 du projet de loi sont erronées.

L’article 130 devrait donc être rédigé comme suit : ‘Art. 130. Les articles 5, 1°, 8 et 16, 8°, de la présente loi entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2024’.”

Artikel 130 van het voorontwerp moet bijgevolg in die zin worden gewijzigd en de bespreking van de artikelen 129 en 130 moet worden aangevuld.

De steller van het voorontwerp dient zich er echter van te vergewissen dat die uitgestelde data van inwerkingtreding, mede rekening houdend met het feit dat de bepalingen die niet onder de artikelen 129 en 130 vallen, van rechtswege in werking zullen treden tien dagen na de bekendmaking van de wet in het *Belgisch Staatsblad*,⁹ geen afbreuk doen aan de algemene samenhang van de regelingen en de procedures die door de kieswetgeving worden ingevoerd ingeval er vóór 1 januari 2024 verkiezingen zouden moeten plaatsvinden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT

⁹ Artikel 4, tweede lid, van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’.